

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

F. 81 — 198

Arrêté royal portant exécution de l'article 173, § 2,
de la loi du 8 août 1980
relative aux propositions budgétaires 1979-1980

RAPPORT AU ROI

Sire,

La loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980, prévoit en son article 173, § 2, que l'Etat sera représenté, au sein du conseil d'administration ou des organes de direction de certaines entreprises du secteur de l'électricité, par un délégué disposant d'un droit de suspension des décisions estimées contraires à l'intérêt général et plus particulièrement à la politique énergétique du Gouvernement.

En vertu des mêmes dispositions légales il appartient au Roi de déterminer les modalités selon lesquelles s'exerce ce droit de suspension, dont les effets sont limités à un mois.

Le projet d'arrêté royal ci-joint a pour objet l'exécution de ces dispositions légales.

Il fixe également les règles relatives à l'indemnisation des délégués en question.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,

de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre des Affaires économiques,

W. CLAES

23 JANVIER 1981. — Arrêté royal portant exécution de l'article 173, § 2, de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980, notamment l'article 173, § 2;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, alinéa 1er, tel qu'il a été remplacé par l'article 18 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Considérant que les délégués de l'Etat au sein des sociétés relevant du secteur de la production d'électricité seront appelés dans de très brefs délais à veiller à la mise en œuvre par celle-ci, des mesures votées par le législateur dans le secteur concerné;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires économiques et de l'avis de nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Les délégués visés à l'article 173, § 2, de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980, ci-après dénommés « les délégués », sont nommés après délibération du Conseil des Ministres, par Nous sur proposition du Ministre des Affaires économiques et après avis des Exécutifs Régionaux pour un terme de six ans.

Ce terme est renouvelable. Les délégués seront nommés auprès des sociétés suivantes : la S.A. Ebes, la S.A. Intercom, la

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 81 — 198

Koninklijk besluit houdende uitvoering van artikel 173, § 2, van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

De wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980 bepaalt in haar artikel 173, § 2, dat de Staat zal vertegenwoordigd zijn, in de schoot van de beheerraad of van de bestuursorganen van bepaalde ondernemingen van de elektriciteitssector, door een afgevaardigde die over een schorsingsrecht beschikt ten aanzien van de beslissingen welke hij in strijd acht met het algemeen belang en in het bijzonder met het energiebeleid van de Regering.

Krachtens dezelfde wettelijke bepalingen komt het aan de Koning toe de modaliteiten te bepalen voor de uitoefening van dit schorsingsrecht waarvan de gevolgen tot één maand beperkt zijn.

Het hierbijgevoegd ontwerp van koninklijk besluit beoogt de uitvoering van deze wettelijke bepalingen.

Het stelt tevens de regels vast aangaande de vergoeding van de bedoelde afgevaardigden.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,

van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Economische Zaken,

W. CLAES

23 JANUARI 1981. — Koninklijk besluit houdende uitvoering van artikel 173, § 2, van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980, inzonderheid op artikel 173, § 2;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, eerste lid, zoals het werd vervangen door artikel 18 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Overwegende dat de afgevaardigden van de Staat bij de maatschappijen die onder de sector van de elektriciteitsproductie ressorteren op zeer korte termijn zullen moeten waken over de uitvoering door deze maatschappijen van de bepalingen die door de wetgever in die sector gestemd werden;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Economische Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De afgevaardigden bedoeld bij artikel 173, § 2, van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980, hierna genoemd « de afgevaardigden », worden door Ons benoemd na beraadslaging van de Ministerraad op voorstel van de Minister van Economische Zaken en na advies van de Gewestelijke Executieven voor een termijn van zes jaar.

Deze termijn is hernieuwbaar. De afgevaardigden zullen benoemd worden bij de volgende maatschappijen : de N.V. Ebes,

S.A. Unerg, la société coopérative Gecoli, la S.A. pour la Coordination de la Production et du Transport de l'Energie électrique (C.P.T.E.) et le « Pool des Calories ».

Art. 2. Les délégués notifient à la société auprès de laquelle ils sont désignés, le lieu où doit leur être adressée toute correspondance relative à leur mission.

Art. 3. Les délégués visés à l'article 1er assistent, avec voix consultative, à toutes les réunions des organes visés à l'article 173, § 2 de la loi. Ils recevront les convocations et autres documents au même titre que les autres membres de ces organes. Ils obtiennent sur demande, toutes les informations complémentaires, nécessaires à l'exercice de leur mission.

Art. 4. Les délégués disposent d'un droit de suspension des décisions qu'ils estiment contraires à l'intérêt général et plus particulièrement à la politique énergétique du Gouvernement.

Ce droit de suspension s'exerce selon les modalités définies à l'article 5 du présent arrêté.

Lorsqu'ils exercent le droit de suspension, les délégués en informent les Exécutifs Régionaux.

Art. 5. § 1. Le délégué notifie par lettre recommandée à la poste, adressée au Président de la société auprès de laquelle il a été désigné, ainsi qu'au Ministre des Affaires économiques, qu'il suspend la décision prise par un des organes de cette société.

§ 2. Les lettres recommandées sont expédiées simultanément, au plus tard, le jour ouvrable qui suit le jour de la réunion où cette décision a été prise pour autant que le délégué y ait régulièrement été convoqué. Dans le cas contraire ou si le délégué n'a pu être présent à la réunion, elles sont expédiées le jour ouvrable qui suit le jour où ces décisions lui ont été régulièrement communiquées, le cachet de la poste faisant foi.

§ 3. Les lettres recommandées visées au paragraphe précédent, font mention :

- 1° de la décision incriminée;
- 2° de l'organe qui a pris la décision et de la date de la réunion où elle a été prise;
- 3° des motifs de la suspension;
- 4° s'ils sont fixés, la date, l'heure et le lieu de l'entrevue visée au § 4 ci-après.

§ 4. Une entrevue a lieu entre le Ministre des Affaires économiques, le Président de la société dont la décision est suspendue et le délégué représentant l'Etat auprès de cette société dans un délai de 5 jours ouvrables suivant l'expédition des lettres recommandées visées au § 2.

La date en est fixée par le Ministre des Affaires économiques à la meilleure convenance des parties.

Elle est notifiée par lettre recommandée au Président de la société, à la diligence du délégué représentant l'Etat auprès de celle-ci.

Si des circonstances exceptionnelles le justifient, le Ministre des Affaires économiques peut toutefois proroger le délai de 5 jours ouvrables visé au premier alinéa du présent paragraphe.

§ 5. Le jour ouvrable suivant celui où l'entrevue visée au paragraphe précédent a eu lieu, le délégué notifie par lettre recommandée au Président de la société, soit qu'il retire la mesure de suspension ou qu'il la maintient.

§ 6. S'il maintient la mesure, il peut, le cas échéant, énumérer les conditions qu'il juge devoir être remplies pour justifier son retrait.

§ 7. Si la mesure est maintenue, la décision est suspendue jusqu'au trentième jour franc à partir de la date de la réunion où la décision suspendue a été prise. La décision prise deviendra définitive à l'expiration de ce délai.

§ 8. Dans le cas visé au § 6, l'effet suspensif est toutefois levé de droit si l'organe compétent de la société assortit la décision incriminée des conditions déterminées par le délégué conformément à ce paragraphe.

Art. 6. L'exercice, par le délégué du droit de suspension, se fait sans préjudice des compétences du Comité de Contrôle de l'électricité et du gaz.

de N.V. Intercom, de N.V. Unerg, de samenwerkende vennootschap Gecoli, de N.V. voor Coördinatie van Productie en Transport van Elektrische Energie (C.P.T.E.) en de Calorieënpool.

Art. 2. De afgevaardigden delen de maatschappij waarbij ze aangewezen zijn, de plaats mede waar elke briefwisseling betreffende hun taak hen moet worden toegestuurd.

Art. 3. De afgevaardigden bedoeld bij artikel 1 wonen met raadgevende stem alle vergaderingen bij van de organen bedoeld bij artikel 173, § 2, van de wet. De uitnodigingen en andere documenten zullen hen worden toegestuurd zoals aan de andere leden van deze organen. Op hun verzoek zullen ze alle bijkomende inlichtingen bekomen die voor de uitoefening van hun opdracht nodig zijn.

Art. 4. De afgevaardigden beschikken over een schorsingsrecht van de beslissingen die zij in tegenstrijd achten met het algemeen belang en meer in het bijzonder met het algemeen energiebeleid van de Regering.

Dit schorsingsrecht wordt uitgeoefend volgens de bij artikel 5 van dit besluit bepaalde modaliteiten.

Wanneer zij gebruik maken van hun schorsingsrecht delen de afgevaardigden dit mede aan de Gewestelijke Executieven.

Art. 5. § 1. De afgevaardigde maakt bij een ter post aangekende brief gericht aan de Voorzitter van de maatschappij waarbij hij werd aangewezen, evenals aan de Minister van Economische Zaken bekend dat hij de door één van de organen van deze maatschappij genomen beslissing schorst.

§ 2. De aangetekende brieven worden gelijktijdig verstuurd ten laatste de werkdag die volgt op de dag van de vergadering tijdens dewelke deze beslissing werd genomen, voor zover de afgevaardigde er regelmatig werd op uitgenodigd. In het tegenovergestelde geval of indien de afgevaardigde de vergadering niet heeft kunnen bijwonen, worden ze verstuurd de werkdag die volgt op de dag waarop deze beslissingen hem regelmatig werden medegedeeld, waarbij de postdatum als bewijs geldt.

§ 3. De bij de vorige paragraaf bedoelde aangetekende brieven vermelden :

- 1° de betwiste beslissing;
- 2° het orgaan dat de beslissing genomen heeft en de datum van de vergadering tijdens dewelke ze werd genomen;
- 3° de redenen van de schorsing;
- 4° indien ze vastgesteld zijn, de datum, het uur en de plaats van de bijeenkomst bedoeld bij onderstaande § 4.

§ 4. Tussen de Minister van Economische Zaken, de Voorzitter van de maatschappij waarvan de beslissing werd opgeschort en de afgevaardigde die de Staat vertegenwoordigt bij deze maatschappij, heeft een onderhoud plaats binnen een termijn van 5 werkdagen volgend op de verzending van de in § 2 bedoelde aangetekende brieven.

De voor de partijen passende datum ervan wordt vastgesteld door de Minister van Economische Zaken.

Hij wordt per aangetekende brief betekend aan de Voorzitter van de maatschappij door de afgevaardigde die de Staat bij deze maatschappij vertegenwoordigt.

De Minister van Economische Zaken kan evenwel de bij het eerste lid van deze paragraaf bedoelde termijn van 5 werkdagen verlengen, wanneer buitengewone omstandigheden dit verantwoorden.

§ 5. De werkdag die volgt op deze waarop het in de vorige paragraaf bedoelde onderhoud plaatsgreep, deelt de afgevaardigde bij een aangetekende brief aan de Voorzitter van de maatschappij mede of hij de opschortingsmaatregel opheft of deze handhaaft.

§ 6. Indien hij de maatregel handhaaft, kan hij in voorkomend geval de voorwaarden opsommen waarvan hij meent dat ze moeten vervuld worden om de intrekking van de maatregelen te verantwoorden.

§ 7. Indien de maatregel wordt gehandhaafd wordt de beslissing opgeschort tot de dertigste volle dag vanaf de datum van de vergadering tijdens dewelke de opgeschorte beslissing werd genomen. De genomen beslissing wordt definitief bij het verstrijken van deze termijn.

§ 8. In het in § 6 bedoelde geval wordt de schorsing van rechtswege opgeheven indien het bevoegde orgaan van de maatschappij de betwiste beslissing voorziet van de voorwaarden bepaald door de afgevaardigde overeenkomstig deze paragraaf.

Art. 6. De uitoefening door de afgevaardigde van het opschortingsrecht geschiedt onverminderd de bevoegdheden van het Controlecomité voor elektriciteit en gas.

Art. 7. Les délégués feront régulièrement rapport au Ministre des Affaires économiques.

Pour le reste, ils sont tenus au secret professionnel à l'égard de tous renseignements qu'ils reçoivent dans l'exercice de leur mission.

Art. 8. Le Ministre des Affaires économiques fixe, le cas échéant, le montant des indemnités à allouer aux délégués.

Elles sont à charge de l'Etat.

Art. 9. Notre Ministre des Affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 janvier 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre des Affaires économiques,

W. CLAES

Art. 7. De afgevaardigden zullen regelmatig verslag uitbrengen bij de Minister van Economische Zaken.

Voor het overige zijn ze gehouden aan het beroepsgeheim t.o.v. alle inlichtingen die ze ontvangen bij het vervullen van hun opdracht.

Art. 8. De Minister van Economische Zaken bepaalt, desgevallend, het bedrag van de aan de afgevaardigden toe te kennen vergoedingen.

Deze zijn ten laste van de Staat.

Art. 9. Onze Minister van Economische Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 januari 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Economische Zaken,

W. CLAES

F. 81 — 199

4 FEVRIER 1981. — Arrêté royal confiant à la Société nationale d'Investissement une mission au sens de l'article 2, § 3, de la loi du 2 avril 1962 constituant une Société nationale d'Investissement et des Sociétés régionales d'Investissement, telle que modifiée par la loi du 4 août 1978 de réorientation économique

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir Salut.

Vu la loi du 2 avril 1962 constituant une Société nationale d'Investissement et des Sociétés régionales d'Investissement, notamment les articles 2, § 3 et 3 sexies, § 3, telle que modifiée par la loi du 4 août 1978 de réorientation économique;

Vu la décision du Conseil des Ministres du 8 août 1980;

Vu la décision du Comité ministériel de Coordination économique et sociale du 18 décembre 1980;

Vu l'article 6, § 1, VI de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'avis des Exécutifs régionaux;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973 et modifiées par la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980, notamment l'article 3, § 1er;

Considérant que la mise en application des modalités d'exécution prévues au programme quinquennal de restructuration de l'industrie belge du textile et de la confection requièrent l'urgence;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires économiques et de Notre Ministre des Finances, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. En exécution de l'article 2, § 3 de la loi du 2 avril 1962, la Société nationale d'Investissement est chargée de constituer une filiale spécialisée, la « Société nationale pour la restructuration de l'industrie de la Confection et du Textile », en abrégé « S.N.C.T. », en conformité avec les statuts annexés au présent arrêté royal. Elle le fera conjointement avec l'Institut du Textile et de la Confection de Belgique par application de l'article 3 sexies, § 3, de la loi précitée.

Art. 2. L'objet social de la S.N.C.T. sera exercé en exécution du programme quinquennal de restructuration de l'industrie belge du textile et de la confection.

N. 81 — 199

4 FEBRUARI 1981. — Koninklijk besluit waarbij aan de Nationale Investeringsmaatschappij een opdracht in de zin van artikel 2, § 3, van de wet van 2 april 1962 tot oprichting van een Nationale Investeringsmaatschappij en van Gewestelijke Investeringsmaatschappijen, zoals gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering, wordt toevertrouwd

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 2 april 1962 tot oprichting van een Nationale Investeringsmaatschappij en van Gewestelijke Investeringsmaatschappijen, inzonderheid de artikelen 2, § 3 en 3sexies, § 3, zoals gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering;

Gelet op de beslissing van de Ministerraad van 8 augustus 1980;

Gelet op de beslissing van het Ministerieel Comité voor Economische en Sociale Coördinatie van 18 december 1980;

Gelet op artikel 6, § 1, VI van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het advies van de Gewestelijke Executieven;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 12 januari 1973 en gewijzigd bij de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Overwegende dat de uitvoeringsmodaliteiten bepaald bij het vijfjarenprogramma voor de herstructurering van de Belgische textiel- en confectienijverheid dringend moeten worden toegepast;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Economische Zaken en van Onze Minister van Financiën en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In uitvoering van artikel 2, § 3, van de wet van 2 april 1962, wordt de Nationale Investeringsmaatschappij gelast een gespecialiseerde dochtermaatschappij, de « Nationale Maatschappij voor de Herstructurering van de Confectie- en van de Textielnijverheid », afgekort « N.M.C.T. », op te richten, overeenkomstig de bij onderhavig koninklijk besluit gevoegde statuten. Zij zal dit doen, te samen met het « Instituut voor Textiel en Confectie voor België », door toepassing van artikel 3 sexies, § 3, van voornoemde wet.

Art. 2. Het maatschappelijk doel van de N.M.C.T. zal verwezenlijkt worden in uitvoering van het vijfjarenprogramma voor de herstructurering van de Belgische textiel- en confectienijverheid.